Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Écologie (France) > Énergie (France) > **Un « nouveau modèle français » ? La transition énergétique : un projet (...)**

Un « nouveau modèle français » ? La transition énergétique : un projet sans boussole et sans financement

dimanche 27 juillet 2014, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juin 2014).

Ce mercredi 18 juin, Ségolène Royal, Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, a présenté les grandes lignes de l'avant-projet de loi de programmation pour la transition énergétique, promettant un « *nouveau modèle énergétique français* ». Les objectifs proclamés de 50 % d'économie d'énergie à l'horizon 2050 et de réduction à 50% de la part du nucléaire dans le mix électrique ne masquent pas le flou total sur les moyens d'y parvenir.

Le texte présenté par Ségolène Royal ne fixe aucun objectif national contraignant et ambitieux de réduction d'émission de gaz à effets de serre (GES) pour 2030, indiquant seulement que la France contribuera au très modeste objectif de 40 % de réduction d'émissions de gaz à effets de serre proposé par la Commission européenne. Un objectif très en deçà des exigences fixées par le GIEC et très nettement insuffisant si l'on voulait atteindre une réduction de 80 à 95 % des émissions d'ici 2050 comme le prévoit la loi de 2005. Comment la France pourra-t-elle prétendre à l'exemplarité à la conférence climat de l'ONU qu'elle accueille fin 2015 ?

Ségolène Royal s'est longuement attardée sur les détails d'un hypothétique déploiement massif du véhicule électrique mais n'a rien dit des transports collectifs. Elle a refusé d'indiquer comment la part du nucléaire serait réduite. Au final, les prérogatives d'EDF et les lobbies pro-nucléaires sont ménagés.

Par ailleurs, le gouvernement n'a aucunement l'intention de débloquer les financements publics nécessaires pour des politiques ambitieuses dans les domaines du logement, de la reconversion des secteurs industriels, de la recherche, de l'agriculture etc. Ainsi, dans son projet de loi de finances rectificative pour 2014, il prévoit de réaffecter 250 millions d'euros de crédits dévolus à la recherche et l'innovation en matière de transition énergétique, vers le budget de la Défense. Quant à la conférence bancaire et financière sur la transition énergétique qui se tiendra ce lundi 23 juin, elle s'appuie sur un rapport qui donne plus d'importance aux exigences de rentabilité financière qu'aux urgences écologiques et sociales. Voir notre rapport : Financement de la transition écologique : nos analyses et propositions.

Après les renoncements du gouvernement sur la taxation des transactions financières, le lobby bancaire a encore frappé. Ségolène Royal avait vanté le dispositif de « tiers-financement » pour aider les ménages à financer les travaux de rénovation thermique des logements, mais cette mesure a disparu de l'avant-projet de loi. Les banques imposent ainsi le maintien de leur monopole sur le crédit.

Le financement de la transition écologique n'est pas un sujet technique et comptable. C'est une question politique qui conditionne l'efficacité écologique et la viabilité sociale de la transition. Non financée, sapée par les politiques d'austérité budgétaire, manquant totalement d'ambition, le projet de transition énergétique du gouvernement relève d'un dangereux statu quo qui ménage les lobbies

énergétiques et financiers. Nous avons un urgent besoin d'une stratégie de transition énergétique qui relève les défis climatiques et nous sorte de l'état du nucléaire. Cela suppose une perspective de justice sociale et d'appropriation démocratique de ces enjeux vitaux.

D'ores et déjà Attac met tout en œuvre pour l'émergence d'un puissant mouvement citoyen à l'occasion de la COP21 en 2015, qui obligera les gouvernements à sortir des faux semblants et de l'immobilisme.

Paris, le 20 juin

Attac France